Les informations recueillies dans ce document sont destinées à la constitution de votre dossier relatif au contrat de sécurisation professionnelle. Elles peuvent faire l'objet d'une communication aux autres organismes de protection sociale. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez, auprès du Directeur de Pôle emploi, d'un droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel qui vous concernent. Le droit d'opposition ne s'applique pas au traitement informatisé de ces données.



INFORMATION POUR LE SALARIÉ ANNEXE

FICHE 1

Bulletin d'acceptation et récépissé du document de présentation du contrat de sécurisation professionnelle

- Vous devez remettre le récépissé du document de présentation du contrat de sécurisation professionnelle (volet 2) dûment rempli à votre employeur dès réception des documents d'information.
- Que vous acceptiez ou que vous refusiez la proposition de contrat de sécurisation professionnelle, remettez à votre employeur le bulletin d'acceptation du contrat de sécurisation professionnelle dûment signé (volet 1) avant l'expiration du délai de réflexion.
- En cas d'acceptation du CSP, vous devez en outre remplir le volet 3 du présent document

A JOINDRE : • En cas d'acceptation du CSP, fournir la copie de votre pièce d'identité ou du titre en tenant lieu (titre de séjour ...)

	-			
м	ш	A 1		
A 7	7			
•		w /		

À remplir par le salarié et à compléter par l'employeur qui le transmettra au Pôle emploi

	Bulletin d'acceptation du contrat de sécurisation professionnelle
	Je soussigné(e), Nom du salarié Prénom(s) du salarié
	NIR _ _ _ _ _ _ _ _ _
	déclare, après avoir pris connaissance des informations contenues dans le document qui m'a été remis, accepter le contrat de sécurisation professionnelle et souhaite recevoir une demande d'allocation de sécurisation professionnelle. Date de remise au salarié du document "information pour le salarié", accompagné de cette fiche
	(ex : remise du document le 1 st septembre - Fin du delai de reflexion : le 22 septembre) Signature du salarié Je refuse le contrat de sécurisation professionnelle***.
	Date et signature du salarié :
	Àle
	 Le délai de 21 jours court à compter du lendemain de la remise des documents. Pour les salariés dont le licenciement est soumis à autorisation, ce délai est prolongé jusqu'au lendemai de la date de notification à l'employeur de la décision de l'autorité administrative. Pour les salarié(e)s en congé de maternité, ce document peut être remis au plus tard au lendemain de la fin du congé de maternité légal. En cas de refus, l'employeur adresse le présent bulletin à Pôle emploi.
À	emplir par l'employeur Cachet de l'entreprise
	N° SIRET de l'entreprise :

le soussioné(e)

À remplir par le salarié

Récépissé du document de présentation du contrat de sécurisation professionnelle

00 00d00igi10(0),	
Nom du salarié	Prénom(s) du salarié
NIR	
reconnais avoir reçu un document de présentation du contrat de	e sécurisation professionnelle m'indiquant que je dispose d'un dél
de réflexion de 21 jours* après la remise des documents** nour	faire connaître ma réponse et qu'en cas d'acceptation du contrat d

ai sécurisation professionnelle, mon contrat de travail sera rompu au terme de ce délai de réflexion de 21 jours*.

le |_____|

Le délai de 21 jours court à compter du lendemain de la remise des documents. Pour les salariés dont le licenciement est soumis à autorisation, ce délai est prolongé jusqu'au lendemain de la date de notification à l'employeur de la décision de l'autorité administrative.

Pour les salariés en congé de maternité, ce document peut être remis au plus tard au lendemain de la fin du congé de maternité légal.

À remettre à votre employeur.

Unédic - DAJ 542 CSP 2020 - décembre - 🖎 agence m-crea.fr -Tous droits réservés





→ FICHE 1

Bulletin d'acceptation et récépissé du document de présentation du contrat de sécurisation professionnelle

À compléter en cas d'acceptation du CSP.

Ces éléments sont retournés avec une copie de la pièce d'identité ou du titre de séjour à l'employeur qui les transmettra au Pôle emploi.

VOLET 3

Je soussigné(e), Nom de naissance : Nom d'usage : Date de naissance :	Prénom :NIR
☐ Marié(e) ☐ Partenaire PACS ☐ Concubin(e)	☐ Célibataire ☐ Veuf(ve) ☐ Séparé(e)/Divorcé(e)
Enfants à charge :	Téléphone fixe : _ _ _
Adresse mail :	Téléphone mobile : _ _ _ _
Demeurant :	
 Avoir exercé une activité salariée d'au moins 4 mois dans les 24 o Être physiquement apte à l'exercice d'un emploi Avoir atteint l'âge légal de départ à la retraite (âge et nombre de tr 	un redressement judiciaire
Etre beneficiaire d'une retraite anticipee pour carrière longue, pour tra Être un salarié protégé	

Unédic - DAJ 543 CSP 2020 - décembre - 🖎 agence m-crea.fr -Tous droits réservés

Unédic



DEMANDE
D'ALLOCATIONS
→ FICHE 2

Demande d'allocation de sécurisation professionnelle

1	Votre état civil et situation familiale
	□ M. □ Mme Nom de naissance
	Prénom :
	Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :
	Né(e) le : _
	□ Marié(e) □ Partenaire PACS □ Concubin(e) □ Célibataire □ Veuf(ve) □ Séparé(e)/Divorcé(e)
	Nombre d'enfant(s) à charge :
	N° Sécurité sociale (NIR) :
	Autre régime
	Avez-vous un lien de parenté avec le chef d'entreprise ?
	Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :
2	Votre adresse
	N°: Voie:
	(bât., esc.,):
	Code postal : Tél. :
	Code postal :
	(facultatif) Acceptez-vous de recevoir de la part de Pôle emploi ? des SMS □ OUI □ NON des e-mails □ OUI □ NON
3	Domiciliation fiscale
	Êtes-vous, au titre de la dernière année fiscale, domicilié(e) fiscalement à l'étranger ?
	Si oui, indiquez la date à laquelle vous avez transféré votre résidence en France ?
	ci da, malquez la date à laquelle vote troc de l'octobre de l'interior d
4	Précédentes demandes d'allocations chômage
ī	Avez-vous déposé une demande d'allocations, depuis moins de 5 ans,
	auprès d'un site de Pôle emploi ou d'un organisme public ?
	Si OUI, quel site (ou quel organisme ?) :
	Joignez une photocopie du dernier avis de paiement ou de la notification de décision.

Les données à caractère personnel recueillies dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à votre inscription comme demandeur d'emploi, à l'étude de vos droits à l'assurance chômage, à la définition et au suivi de votre projet personnalisé d'accès à l'emploi. Ces données sont mises à disposition : des services de l'Etat, des collectivités territoriales, des partenaires et prestataires de Pôle emploi, concourant à votre reclassement et à votre recherche d'emploi, soit dans un dossier dématérialisé dénommé dossier unique du demandeur d'emploi (DUDE), soit par convention de transfert de données. Elles sont communiquées à des organismes de protection sociale afin, d'une part de garantir vos droits sociaux, et d'autre part d'éviter des cumuls indus de prestations sociales. Elles font l'objet d'un rapprochement avec des données contenues dans le fichier Altarès ayant pour finalité l'agrégation et la diffusion d'annonces légales relatives à l'exercice d'un mandat social. Si vous êtes bénéficiaire du RSA, les données relatives à votre inscription sur la liste sont communiquées au président du conseil

général de votre département à des fins de suivi et de contrôle de vos droits et devoirs. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès de votre agence de Pôle emploi en application de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative aux fichiers à l'informatique et aux libertés. Votre demande peut être effectuée sur place ou par courrier en justifiant de votre identité. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte des données obligatoires.





Renseignements relatifs à vo	tre activité
Périodes d'emploi	Vos employeurs Joignez les originaux de toutes les <u>attestations destinées</u> à Pôle emploi qui vous ont été remises par ces employeurs
dernier emploi du au au	
avant-dernier emploi du au au	
emplois précédents du au au	
Autres périodes	Joignez le document demandé en face de chaque catégorie
stages, formation	photocopies des certificats de fin de stage ou de formation
du au	_
arrêt-maladie, congé de maternité, congé de pater de l'enfant, congé d'adoption, accident de travail o	
du au au	
du au	_
chômage du au au	por un autra cita da Dâla amplei au una ay Accédia
congé parental d'éducation ou de présence parenta	ale
du au	_
bénéficiaire de l'allocation journalière de présence ou de la prestation partagée d'éducation de l'enfan ou du complément de libre choix d'activité de la PA du au au	nt (PréPare) AJE attestation de la Caisse d'Allocations Familiales
Étiez-vous au titre de votre de	ernier emploi ?
 Associé, mandataire, dirigeant (administrateur, PDG, de société commerciale ou civile, de groupement ou 	

Si OUI, Pôle emploi prendra contact avec vous.

• Artisan, commerçant, membre d'une profession libérale

• Conjoint du chef d'entreprise







Reportez ici votre nom, votre prénom

et votre numéro de sécurité sociale (NIR) : Nom: Prénom: NIR: **Votre situation actuelle** Êtes-vous en arrêt-maladie, congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption ou accident du travail, ■ NON • Êtes-vous bénéficiaire du complément de libre choix d'activité de la PAJE ? ■ NON Si OUI, précisez : ☐ à taux plein ☐ à taux partiel Exercez-vous une autre activité professionnelle (salariée ou non) ■ NON Si OUI: - nature de cette activité : - nom ou raison sociale de l'employeur : En cours - jusqu'à quelle date ? ____ | ___ | ___ | ___ | Etes-vous...? Exploitant agricole Mandataire de Inscrit au Répertoire Inscrit à un ordre Inscrit au Registre affilié à la Mutualité société, groupement Auto-entrepreneur du commerce des Métiers professionnel Sociale Agricole ou association □ OUI □ NON Si OUI. Si OUI, joignez un extrait Kbis Si OUI, Si OUI, Si OUL Si OUL joignez un extrait K du Registre du commerce joignez une déclaration joignez un extrait joignez une attestation joignez une attestation du Registre du commerce et des sociétés ou un récéd'activité ou un justificatif du Répertoire des Métiers d'affiliation d'affiliation à la MSA et des sociétés pissé de déclaration d'inscription à la Préfecture Vos rentes, pensions, et autres revenus de remplacement Bénéficiez-vous d'une pension d'invalidité de la Sécurité sociale ? ■ NON Si OUI, précisez dans quelle catégorie? 1 et joignez une photocopie de la notification d'attribution • Percevez-vous un avantage vieillesse (en France ou à l'étranger) ? ■ NON Si OUI, joignez la photocopie de la notification d'attribution ■ NON Si OUI, joignez la photocopie de la notification d'attribution Percevez-vous une pension de vieillesse pour inaptitude (en France ou à l'étranger)? NON Si OUI, joignez la photocopie de la notification de décision ■ NON Si OUI, joignez un justificatif Avez-vous exercé une activité dans un secteur relevant d'un régime de retraite spécial (qui permet de liquider un avantage vieillesse avant l'âge légal de départ à la retraite ou sans avoir à justifier du nombre de trimestres d'assurance vieillesse requis) ? NON Si OUI, nom et adresse de la Caisse concernée :



→ FICHE 2



Reportez ici votre nom, votre prénom votre numéro de sécurité sociale (NIR) :

ot votro numero de securito sociale (iviri).	
Nom:	
Prénom :	
NIR:	

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

JE SOUSSIGNÉ(E),

- atteste sur l'honneur l'exactitude et la sincérité des renseignements fournis ci-dessus,
- déclare avoir pris connaissance qu'il me sera ultérieurement demandé de formaliser mes relations avec Pôle emploi, pour la mise en oeuvre du contrat de sécurisation professionnelle, dans le cadre d'un document écrit,
- déclare avoir pris connaissance des cas de cessation du bénéfice du contrat de sécurisation professionnelle, rappelés ci-dessous, conformément à l'article 20 §1er de la convention relative au contrat de sécurisation professionnelle,
- déclare également avoir pris connaissance des engagements qui résultent de ma demande d'allocations, et notamment :
 - aviser immédiatement Pôle emploi si je reprends une activité professionnelle, qu'elle soit salariée ou non, temporaire ou non,
 - signaler à Pôle emploi, immédiatement, tout changement de ma situation personnelle ou professionnelle susceptible de modifier mes conditions de prise en charge (entrée en formation, maladie, accident, maternité, paternité, adoption, invalidité, composition du foyer, modification des ressources fiscales, etc.);
 - déclarer à Pôle emploi la date de transfert de ma résidence, en cas de transfert à l'étranger*.

En cas de déclaration inexacte ou d'omission, je serai passible des sanctions prévues à l'article 27 du règlement d'assurance chômage, sans préjudice des sanctions pénales résultant de l'application de la législation en vigueur.

* En cas de transfert de résidence à l'étranger, Pôle emploi interrompt le paiement de l'allocation de sécurisation professionnelle. Exception : en cas de transfert de résidence au sein de l'Espace Économique Européen, l'allocation de sécurisation professionnelle peut être maintenue pendant 3 mois maximum sous réserve du respect des conditions prévues par le règlement (CE) n°883/2004.

DATE ET SIGNATURE OBLIGATOIRES		Signature
Fait à	le	

ARTICLE 20 §1er de la convention du 26 janvier 2015 relative au contrat de sécurisation professionnelle (extrait):

L'intéressé cesse de bénéficier du contrat de sécurisation professionnelle :

- lorsqu'il refuse une action de reclassement, ou ne s'y présente pas, ou lorsqu'il refuse à deux reprises une offre raisonnable d'emploi ;
- ou lorsqu'il a fait des déclarations inexactes ou présenté des attestations mensongères en vue de bénéficier indûment du contrat de sécurisation professionnelle.

ARTICLE L. 5429-1 du code du travail :

Sauf constitution éventuelle du délit d'escroquerie défini et sanctionné à l'article 313-1, au 5° de l'article 313-2 et à l'article 313-3 du code pénal, le fait de bénéficier ou de tenter de bénéficier frauduleusement des allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi définies au présent livre est puni des peines prévues à l'article 441-6 du code pénal. Le fait de faire obtenir frauduleusement ou de tenter de faire obtenir frauduleusement ces allocations et cette prime est puni de la même peine.

ARTICLE 27 du règlement d'assurance chômage :

Les personnes qui ont indûment perçu des allocations ou des aides prévues par le présent règlement doivent les rembourser. Ce remboursement est réalisé sans préjudice des sanctions pénales résultant de l'application de la législation en vigueur, pour celles d'entre elles ayant fait sciemment des déclarations inexactes ou présenté des attestations mensongères en vue d'obtenir le bénéfice de ces allocations ou aides.

DOCUMENTS À PRODUIRE

Mandataire

Relevé d'identité bancaire (norme BIC-IBAN)

3 derniers bulletins de salaire, en cas d'adhésion après proposition par Pôle emploi (photocopie)

Copie carte d'identité ou de séjour













ATTESTATION EMPLOYEUR

→ FICHE 3

Attestation d'employeur destinée à Pôle emploi

L'employeur				
Établissement employeur :Adresse :				
S'il s'agit d'un établissement secondaire, nom ou raison so	ociale de l'établissement princ	sipal :		
Téléphone : Statut juridique :				
N° SIRET:	Code APE/NAF :			
N° d'affiliation et nom de l'organisme ayant recouvré les co				
N° :	Nom :			
Nombre total de salariés dans l'établissement employeur a	u 31.12 écoulé :			
En cas d'établissements multiples,				
Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé	:		ne rien inscrire dar	s ce cadi
l a salariá				
Le salarié				
M. Mme Nom de naissance :	Prénom :			
Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :				
Adresse :				
			le postal : _	
NO Of a strike and also (NIID)		Data da najacanas	1 11 1 11 1	1 1
N° Sécurité sociale (NIR) :	_ _	Date de naissance : L		
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise	9?			□ NON
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :	e?			
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise	e?		. OUI	
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :	9?		. OUI	□ NON
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) : Niveau de qualification :	e ? L_ _ (code : voir notice)		. OUI	□ NON
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :	e ? L_ _ (code : voir notice)		. OUI	□ NON
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) : Niveau de qualification :	e ? L_ _ (code : voir notice)		. OUI	□ NON
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :	caire du salarié		. OUI	□ NON
Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :	a? (code : voir notice) caire du salarié		. OUI	□ NON







Reportez ici le nom, le prénom et le numéro de sécurité sociale (NIR) du salarié adhérent au CSP :												
Nom :												
Prénom :												
NIR: _	_		_ _	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _	

1 Emploi	
Durée d'emploi salarié : du du	au
Dernier emploi tenu :	
Date de l'engagement de la procédure de licenciement :	
En cas d'affiliation à un régime spécial de Sécurité sociale, indiquez la caisse : et le numéro d'affiliation :	
• Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? OUI	
■ Catégorie d'emploi particulier : □ travailleur à domicile □ expatrié □ détaché à l'étranger □ autre : □ (précisez)	
Horaire de travail : hebdomadaire annuel	
- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective :	
- du salarié :	
- motif en cas de différence :	
• Contrat de type particulier : professionnalisation CUI-CIE autre : (précisez)	
 Statut particulier: gérant administrateur/PDG/DG Mbre/Pdt du Directo Mbre du Cons. de surveillance Pdt d'une association Mbre d'un GIE associé/actionnaire autre: 	pire
(précisez)	
Motif de la rupture du contrat de travail	
□ Rupture pour motif économique dans le cadre d'un contrat de sécurisation professionnelle.	
Salarié licencié à l'âge de 55 ans ou plus :	
Si une convention FNE a été conclue par l'entreprise, l'intéressé(e) a-t-il(elle) refusé la proposition d'adhérer à la	a convention ? 🔲 OUI 🔲 NON





→ FICHE 3 Reportez ici le nom, le prénom et le numéro de sécurité sociale (NIR) du salarié adhérent au CSP : Nom: Prénom: NIR: salaires des 12 derniers mois civils complets Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le dernier jour travaillé payé (Ex : dernier jour travaillé payé : le 25/02/2015, indiquez les salaires du 01/02/2014 au 31/01/2015). Dernier jour travaillé payé : Nb de jours Période de paie Date de paie **Temps** Salaire Montant du Observations en cas de de travail payé n'ayant pas été mensuel brut précompte variation significative des (en jours intégralement Assurance salaires, indiquez-en le motif du au ou heures) payés chômage (part salariale) 6 7 2 3 5 4 Salaire versé après le dernier mois civil indiqué au cadre ci-dessus Période du Salaire brut : au |__|_| Primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 6.1 Période couverte Nature de la prime ou indemnité (13e mois, par l'indemnité ou la prime prime de bilan, prime exceptionnelle...) Date de Montant soumis aux contributions paiement d'assurance chômage ATTENTION : les indemnités de départ ou compensatrices du au de congés payés ne doivent pas figurer ici.





ciale (NIR) du salarié adhérent au C	uméro de sécurité SP :			
om :				
énom :				
R: _ _ _ _	_ clé			
Avance du régime	e de garantie des cré	sances des	salariés (AGS)	
	uidation judiciaire, une avance de l'		Salaries (Ado)	
- a-t-elle été perçue ?				
	non Motif:			
- est-elle à percevoir ?	oui Pour quelles créances	:		
	non Motif:			
Participation au f	inancement du cont	rat de sécu	risation professionnelle	
	l'allocation de sécurisation profes an ou plus d'ancienneté dans l'en			
et salariales comprises), dans l	demnité conventionnelle ou contra a limite de trois mois, qui aurait été :	versée si le salari	é n'avait pas accepté le contrat	€
 Durée de préavis pour lequel ur 1 mois 2 			té versée si le salarié n'avait pas accepté le CSP : re (précisez) :	
1 111013	3 11013	☐ Aut	6 (precise2) .	
-	u 2º mois civil suivant la fin du conti			
*Si vous n'êtes pas soumis à une con	vention collective, il convient de prendre	e en compte le préavis	s légal.	
Authentification p	oar l'employeur			
Je soussigné(e), (nom)		(prénom)		
agissant en qualité de :				
	rootour oomntoble			
□ chef d'entreprise □ di		our iudiciairo	mandataire liquidateur	
☐ gérant ☐ ch	nef du personnel 🔲 administrate		□ mandataire liquidateur □ Autre (précisez) :	
gérant characteristic que les renseignements in	nef du personnel administrate		·	
☐ gérant ☐ ch	nef du personnel administrate		·	
gérant crtifie que les renseignements in	nef du personnel administrate		·	
gérant christie que les renseignements in À	nef du personnel administrate		·	
☐ gérant ☐ ch certifie que les renseignements in À	nef du personnel administrate		□ Autre (précisez) :	
gérant christian de christian d	nef du personnel administrate ndiqués sur la présente attestation s		□ Autre (précisez) :	
gérant christian de christian d	nef du personnel administrate ndiqués sur la présente attestation s		□ Autre (précisez) :	
☐ gérant ☐ ch certifie que les renseignements in À	nef du personnel administrate ndiqués sur la présente attestation s		□ Autre (précisez) :	
☐ gérant ☐ ch certifie que les renseignements in À	nef du personnel administrate administrate administrate administrate administrate		Autre (précisez) : Cachet de l'entreprise	













Le contrat de sécurisation professionnelle, un dispositif pour accélérer votre retour à l'emploi

VOTRE ENTREPRISE ENGAGE UNE PROCÉDURE DE LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE ET VOUS PROPOSE UN CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE*.

SI VOUS LE SOUHAITEZ ET SI VOUS EN REMPLISSEZ LES CONDITIONS. VOUS POUVEZ ACCEPTER CE CONTRAT.

LE CONTRAT VOUS CONCERNE SI:

- vous justifiez d'au moins 88 jours travaillés ou 610 heures travaillées au cours des 24 derniers mois ou, pour les salariés âgés d'au moins 53 ans, au cours des 36 derniers mois qui précèdent la fin de contrat de travail :
- les salariés qui justifient d'une ancienneté d'1 an ou plus dans l'entreprise sont indemnisés au titre de l'allocation de sécurisation professionnelle ;
- ceux qui ont une ancienneté de moins d'1 an dans l'entreprise perçoivent une allocation de même montant que l'allocation d'aide au retour à l'emploi ;
- vous n'avez pas atteint l'âge légal de départ à la retraite** ou si vous avez atteint cet âge, vous ne justifiez pas du nombre de trimestres requis pour percevoir votre retraite à taux plein***;
- vous ne bénéficiez pas d'une pension de retraite visée à l'article L.5421-4 3° du code du travail;
- vous êtes apte au travail;
- vous résidez sur le territoire métropolitain ainsi qu'en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miguelon.

*Convention CSP du 26 janvier 2015 applicable aux procédures de licenciement engagées à compter du 1e février 2015.

de ce document**, pour faire part de votre acceptation du contrat de sécurisation professionnelle. Durant ce délai, vous êtes invité à contacter le pôle emploi de votre domicile pour un entretien d'information destiné à vous éclairer dans votre choix.

Pour cela, téléphonez pour prendre rendez-vous au 3949 Service gratuit - prix appet

*Pour les salariés dont le licenciement est soumis à autorisation, ce délai est prolongé jusqu'au lendemain de la date de notification à l'employeur de la décision de l'autorité administrative.

**Pour les salariées en congé de maternité, ce document peut être remis au plus tard au lendemain de la fin du congé de maternité légal.











^{**62} ans pour les personnes nées à compter du 1^{er} janvier 1955 (art. L 5421-4 1° du code du travail). ***67 ans pour les personnes nées à compter du 1^{er} janvier 1955 (art. L 5421-4 2° du code du travail).



Le contrat de sécurisation professionnelle vous permet de bénéficier pendant 12 mois...

... D'UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

Un accompagnement dans vos recherches d'emploi, en vue d'un reclassement rapide, est assuré par Pôle emploi ou un autre opérateur habilité. Pendant toute la durée du contrat, vous aurez le statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Dans les 8 jours qui suivent le début du contrat, vous bénéficierez d'un entretien de pré-bilan. Cet entretien permettra d'élaborer un plan de sécurisation professionnelle décrivant les prestations d'accompagnement qui seront mises en place dans le mois suivant cet entretien individuel. Ce document précisera également vos droits et obligations au regard de l'exécution des actions qui vous seront proposées.

• Un conseiller personnel vous suivra pendant toute la durée du contrat.

Les actions susceptibles d'être proposées par Pôle emploi ou l'opérateur habilité, en fonction des besoins de chaque bénéficiaire peuvent être :

- un bilan professionnel avec bilan de compétences si nécessaire ;
- une évaluation des compétences professionnelles ;
- des mises en situation en milieu professionnel ;
- un entraînement à la recherche d'emploi : préparation du curriculum vitae, ciblage des entreprises, entraînement aux entretiens d'embauche, techniques de recherche d'emploi;
- des formations d'adaptation ou de reconversion si nécessaire;
- un appui à la maîtrise des savoirs de base dont l'utilisation d'Internet ;
- une action de validation des acquis de son expérience ;
- des mesures d'appui à la création ou à la reprise d'entreprise mobilisées parl'État et les collectivités territoriales;
- des mesures d'appui social et psychologique ;
- des périodes de reprise d'emploi en lien avec le projet de reclassement.

Ces différentes mesures peuvent être complétées par l'aide à la reprise ou à la création d'entreprise visée à l'article 35 du règlement d'assurance chômage.

Vous vous engagez à :

- réaliser les actions définies avec votre conseiller personnel et figurant dans votre plan de sécurisation professionnelle ;
- être pleinement actif dans votre recherche d'emploi ;
- répondre aux sollicitations de Pôle emploi ou de l'opérateur habilité (convocations, propositions d'emploi).

Pour en savoir plus, vous êtes invité à prendre contact avec Pôle emploi pour un entretien d'information pendant votre délai de réflexion.



Le contrat de sécurisation professionnelle vous permet de bénéficier pendant 12 mois..

... D'UNE ALLOCATION DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

L'allocation de sécurisation professionnelle est versée pendant une période de 12 mois maximum, fixée de date à date à compter de la fin de votre contrat de travail.

Lorsque le bénéficiaire ne justifie pas d'1 an d'ancienneté, la durée de versement de l'allocation de sécurisation professionnelle ne peut dépasser la durée de l'allocation d'aide au retour à l'emploi à laquelle il aurait pu prétendre dans la limite de la durée du CSP.

En cas de reprise d'activité, de périodes d'arrêt maladie ou de périodes de congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption, le versement de l'allocation peut se poursuivre au-delà de 12 mois (allongement, dans la limite de 3 mois, de la durée des activités salariées effectuées à compter du 7° mois du dispositif, allongement, dans la limite de 4 mois, de la durée des périodes d'arrêt maladie et allongement, dans la limite de la durée légale du congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption, des périodes de congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption).

Le montant de l'allocation de sécurisation professionnelle correspond à un pourcentage de votre salaire brut des 12 derniers mois, dans la limite des sommes ayant donné lieu à contribution à l'assurance chômage.

Il est égal, à condition d'avoir 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, à :

- 75%1 durant la durée du contrat.

Dans le cas où l'ancienneté d'un an dans l'entreprise ne peut être justifiée, le montant de l'allocation de sécurisation professionnelle est du même montant que l'allocation d'aide au retour à l'emploi.

Sur ce montant est prélevée uniquement une participation au financement des retraites complémentaires, égale à 3% du salaire journalier de référence.

Si vous cumuliez une pension d'invalidité avec les revenus de votre ancienne activité, vous pouvez cumuler l'allocation de sécurisation professionnelle avec votre pension, sous certaines conditions. Dans le cas contraire, le montant de votre pension est déduit du montant de l'allocation de sécurisation professionnelle.

Pendant la durée de votre contrat de sécurisation professionnelle, vous pouvez reprendre un emploi salarié :

- sous forme de CDD ou de contrat de travail temporaire d'une durée minimale de 3 jours et de moins de 6 mois ;
- au total, les reprises d'emploi ne peuvent excéder 6 mois.

Pendant ces périodes, vous êtes salarié de l'entreprise et rémunéré par elle. Le versement de l'allocation de sécurisation professionnelle est suspendu.

En cas de rupture du CDI, CDD ou du contrat de travail temporaire conclu pour une durée de 6 mois ou plus au cours de la période d'essai, vous pouvez réintégrer le CSP pour la durée restant à courir.

L'allocation journalière versée durant les 12 mois doit être au minimum égale à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elle ne peut pas être supérieure à l'allocation maximale au titre de l'allocation d'aide au retour à l'emploi calculée sur la base d'un salaire de référence plafonné conformément aux dispositions du règlement d'assurance chômage.



QUAND FAIRE PART DE VOTRE ACCEPTATION?

Vous bénéficiez d'un délai de réflexion de 21 jours¹ maximum pour accepter ou refuser le contrat de sécurisation professionnelle. Pendant ce délai, vous pouvez avoir un entretien d'information avec Pôle emploi qui vous permet de vous faire enregistrer et d'éclairer votre choix.

Vous devez téléphoner pour prendre rendez-vous au :



Votre délai de réflexion est de 21 jours1.

Attention : l'absence de réponse dans le délai équivaut à un refus du contrat de sécurisation professionnelle. La date d'expiration de votre délai de réflexion est indiquée sur le bulletin d'acceptation.

VOUS ACCEPTEZ LE CONTRAT

- A l'issue du délai de réflexion, votre contrat de travail est rompu². Vous n'avez pas à effectuer de préavis.
- Pour les salariés ayant 1 an d'ancienneté ou plus dans l'entreprise, l'indemnité correspondant à un préavis de 1 à 3 mois (suivant l'ancienneté) ne vous est pas versée par l'employeur.
- Dans le cas où vous auriez dû percevoir une indemnité conventionnelle ou contractuelle³ de préavis supérieure à 3 mois, la fraction excédant ces 3 mois vous est versée par l'employeur.
- Pour les salariés n'ayant pas 1 an d'ancienneté dans l'entreprise et qui auraient bénéficié d'une indemnité de préavis s'ils n'avaient pas accepté le contrat de sécurisation professionnelle, le montant de cette indemnité leur est versé dès la rupture du contrat de travail.
- Vous remplissez une demande d'allocation de sécurisation professionnelle que vous remettez, avec les pièces jointes, à votre employeur.
- En tant que bénéficiaire de l'allocation de sécurisation professionnelle, vous aurez à actualiser mensuellement à Pôle emploi votre situation et à signaler tout changement.
- Vous percevez l'allocation de sécurisation professionnelle à compter du lendemain de la fin de votre contrat de travail, sans aucun différé d'indemnisation.

SI VOUS NE SOUHAITEZ PAS ACCEPTER LE CONTRAT

Votre employeur poursuivra la procédure de licenciement économique dans les conditions de droit commun.

Si vous vous inscrivez comme demandeur d'emploi, vous pourrez bénéficier des allocations de chômage (sous réserve de remplir toutes les conditions prévues par le règlement d'assurance chômage annexé au Décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage).

Le délai de 21 jours court à compter du lendemain de la remise des documents. Pour les salariés dont le licenciement est soumis à autorisation, ce délai est prolongé jusqu'au lendemain de la date de notification à l'employeur de la décision de l'autorité administrative. Pour les salariées en congé maternité, ce délai court à compter du lendemain de la remise du document d'information qui peut intervenir au plus tard le lendemain de la fin du congé de maternité légal.

² Toute contestation portant sur la rupture du contrat de travail ou son motif se prescrit par 12 mois à compter de l'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle.

³ Si vous ne bénéficiez d'aucune convention collective, il convient de prendre en compte l'indemnité légale de préavis.



L'ALLOCATION DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE CESSE DÉFINITIVEMENT D'ÊTRE VERSÉE SI :

- vous retrouvez une activité salariée de moins de 3 jours ou de 6 mois ou plus exercée en France ou à l'étranger. Toutefois, en cas de rupture pendant la période d'essai d'un CDI, CDD ou contrat d'intérim conclu pour 6 mois ou plus, le CSP peut être repris pour la durée des droits restants sous réserve de la prise en compte de tout ou partie de la prime de reclassement que vous avez pu percevoir;
- vous retrouvez une activité non salariée exercée en France ou à l'étranger;
- vous avez atteint l'âge légal de départ à la retraite* ou vous justifiez du nombre de trimestres suffisants pour percevoir votre retraite à taux plein **.
- vous bénéficiez d'une pension de retraite visée par l'article
 L.5421-43° du code du travail

L'ALLOCATION DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE CESSE D'ÊTRE VERSÉE PENDANT LA DURÉE DE L'ÉVÉNEMENT LORSQUE :

- vous retrouvez une activité salariée d'une durée comprise entre 3 jours et moins de 6 mois (les périodes de travail effectuées après le 6° mois donnent lieu à un report de la date de fin du CSP dans la limite de 3 mois supplémentaires);
- vous avez conclu un contrat de service civique ;
- vous êtes malade et percevez ou pouvez percevoir des prestations en espèces de la sécurité sociale au titre de l'assurance maladie (les périodes ayant donné lieu, ou susceptibles d'avoir donné lieu, au service des prestations en espèces de l'assurance maladie donnent lieu à un report de la date de fin du CSP dans la limite de 4 mois supplémentaires);
- vous êtes en congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption (les périodes de congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption ayant donné lieu à la suspension du CSP donnent lieu à un report de la date de fin du CSP dans la limite de la durée légale du congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption);
- vous êtes admis à bénéficier de l'allocation journalière de présence parentale ou du complément de libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant;
- vous cessez de résider en France (métropole, DOM, collectivités territoriales de St Pierre et Miquelon, St Barthélémy, St Martin);
- vous n'avez pas actualisé votre situation mensuelle.

Hormis les cas de reprise d'activité, d'arrêt maladie et de congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption, la durée du contrat de sécurisation professionnelle est limitée à 12 mois de date à date.

LE CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE CESSE SI :

- vous refusez sans motif légitime de participer aux actions liées au contrat de sécurisation professionnelle (stage de formation, prestation d'accompagnement...);
- vous refusez une action de reclassement ou vous ne vous y présentez pas sans motif légitime;
- vous refusez à deux reprises sans motif légitime une offre d'emploi, répondant aux critères prévus par le plan de sécurisation professionnelle;
- vous avez fait des déclarations inexactes ou présenté des attestations mensongères en vue de bénéficier indûment du contrat de sécurisation professionnelle.
- * 62 ans pour les personnes nées à compter du 1er janvier 1955 (art. L 5421-4 1° du code du travail).
- ** 67 ans pour les personnes nées à compter du 1er janvier 1955 (art. L 5421-4 2° du code du travail).

REPRISE D'EMPLOI

Lors de votre entretien d'information, votre conseiller Pôle emploi référent vous renseignera sur la possibilité de reprise d'activité, l'intégration de ces périodes d'activités dans le projet de reclassement et les aides y afférent.

Indemnité différentielle de reclassement

Pendant le CSP, en cas de reprise d'un emploi salarié ayant donné lieu à interruption du versement de l'allocation, les bénéficiaires peuvent demander à percevoir une indemnité différentielle de reclassement, sous réserve que la rémunération de l'emploi repris soit, pour un nombre d'heures identique, inférieure à la rémunération de l'emploi précédent. Cette indemnité différentielle

- compense la baisse de rémunération,
- est versée tous les mois, à terme échu, pour une durée maximale de 12 mois,
- est limitée à 50% des droits restants de l'intéressé(e) à l'ASP

Exemple

Salaire brut mensuel de l'emploi précédent : 2 000 € Salaire brut mensuel du nouvel emploi repris : 1 500 €

Baisse de rémunération : 500 € (25%)

Droits restants à l'ASP = 3 mois à 1 500 €, soit un total de 4 500 € Plafond de paiement de l'IDR = 50% de 4 500 €, soit 2 250 € Le bénéficiaire pourra percevoir l'IDR d'un montant de 500 € par mois pendant 4 mois et 15 jours.

Prime au reclassement

Avant la fin du 10° mois de CSP, dans le cas d'une reprise d'emploi sous la forme d'un CDI, d'un CDD ou d'un CTT de 6 mois ou plus, le bénéficiaire justifiant d'au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise peut solliciter le versement d'une prime de reclassement non cumulable avec l'IDR. Son montant est équivalent à 50% des droits restants de l'intéressé(e) à l'ASP. La prime est versée en deux fois de manière égale. La demande doit être faite dans les 30 jours suivant la reprise d'emploi.

Exemple:

Reprise en CDI à la fin du 9° mois ; restants à l'ASP = 3 mois à 1500 €, soit un total de 4500 € Plafond de la prime = 50% de 4500 €, soit 2250 € Premier versement au premier jour travaillé : 1125 € Deuxième versement à 3 mois si toujours dans l'emploi : 1125 €

L'indemnité différentielle de reclassement et la prime au reclassement ne peuvent se cumuler pour un même emploi ni se cumuler simultanément avec les aides au reclassement prévues par le règlement d'assurance chômage.

Protection sociale

Vos droits aux différentes prestations sociales sont maintenus : maladie, invalidité, décès, accident de travail, vieillesse et retraite complémentaire.

... ET APRÈS LE CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

- 1. Si vous êtes toujours à la recherche d'un emploi, vous devez vous inscrire comme demandeur d'emploi auprès du pôle emploi de votre domicile.
- 2. Cette inscription vous permettra de bénéficier de l'allocation d'aide au retour à l'emploi sous réserve d'en remplir les conditions.
- 3. La durée de versement de cette allocation sera réduite du nombre de jours indemnisés au titre de l'allocation de sécurisation professionnelle.







